

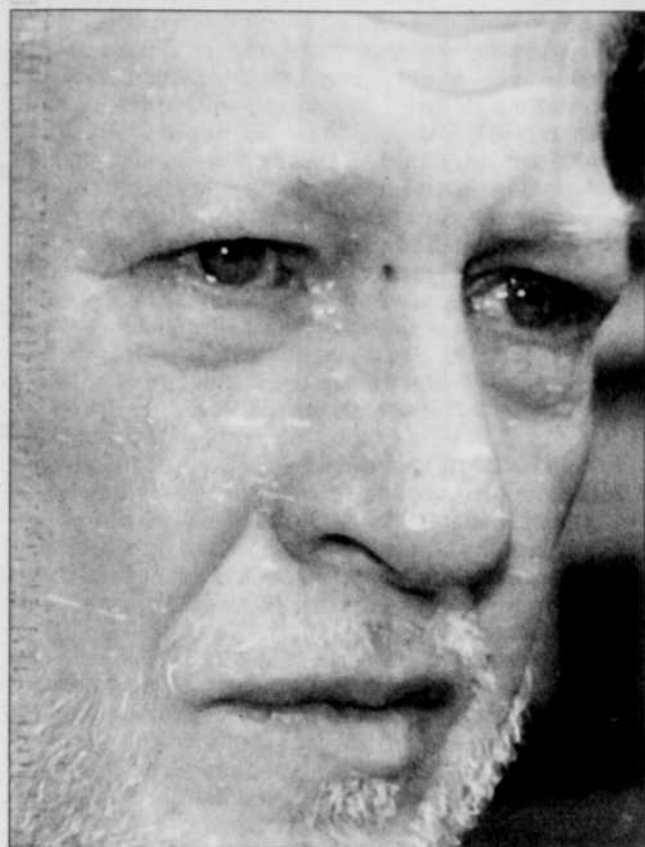
ÉCONOMIE

DOLLAR	OR	NASDAQ	TORONTO	NEW YORK	PÉTROLE
82,82 cUS -0,33	68,51 cEuro +0,61	423,90 \$US -2,40	2144,11 +0,96	10203,50 -4,42	10577,39 +43,50
					60,02 \$US -0,61



◀ GAMMA INDUSTRIES AIME BIEN LA FLORIDE C 3

AUDET DÉNONCE UNE INTRUSION DU FÉDÉRAL C 10 ▶



Cette photo a été prise quelques minutes seulement après que Bernard Ebbers eut reçu sa sentence.

EX-PDG DE WORLDCOM

Bernard Ebbers écope de 25 ans de prison

■ NEW YORK (AP) — L'ancien pdg de WorldCom, Bernard Ebbers, a été condamné, hier, à 25 ans de prison pour avoir orchestré la plus importante fraude comptable de l'histoire américaine, qui avait conduit à la faillite du géant des télécommunications.

La peine a été prononcée par la juge Barbara Jones, du tribunal fédéral de Manhattan, trois ans après la faillite de WorldCom. Le géant américain des télécommunications s'était effondré en juillet 2002 après avoir organisé des fraudes comptables à hauteur de 11 milliards \$US.

« Je trouve que toute peine plus légère ne refléterait pas la gravité de ce crime », a déclaré la juge Jones.

Bernard Ebbers ne s'est pas adressé au juge et n'a pas laissé paraître de réaction. Son épouse Kristie était en larmes.

La juge Jones a ordonné à Ebbers, qui est né à Edmonton, de se présenter à la prison le 12 octobre prochain. Elle a annoncé qu'elle recommanderait qu'il soit détenu à la prison fédérale de Yazoo City, dans le Mississippi, non loin de son domicile.

La juge a indiqué qu'elle accordait un délai de six semaines pour le dépôt de représentations écrites, afin qu'elle décide ensuite si Ebbers doit demeurer en liberté pendant qu'il en appelle de sa condamnation, un processus qui pourrait prendre jusqu'à un an.

L'avocat de la défense, Reid Weingarten, avait plaidé la clémence, évoquant les problèmes cardiaques de Bernard Ebbers et son action caritative. Il a décrit l'ex-pdg de WorldCom comme un « homme modeste » engagé dans de nombreuses causes caritatives.

Mais la juge a indiqué qu'elle n'estimait pas l'état de santé de Bernard Ebbers suffisamment préoccupant pour justifier une peine moins lourde.

Ebbers est le premier de six anciens dirigeants et comptables qui doivent être condamnés cet été. Les cinq autres

Meubles Napert se place sous la protection de la Loi sur la faillite

Les magasins du groupe sont fermés jusqu'à nouvel ordre

PIERRE COUTURE
PCouture@lesoleil.com

■ Meubles Napert éprouve de graves problèmes de liquidités. Le marchand de meubles de Sainte-Marie de Beauce vient de se placer sous la protection de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité.

La nouvelle est tombée hier comme une tonne de briques. « Tous les magasins sont fermés jusqu'à nouvel ordre », a tenu à préciser Luc Ouellet du cabinet de relations publiques National qui s'improvisait pour l'occasion porte-parole de l'entreprise.

Situés à Sainte-Marie de Beauce, à Lévis et à Vanier, les trois magasins Napert em-

ployaient une centaine de personnes dans la grande région de Québec.

La pression des créanciers et la guerre des prix que se livrait la féroce compétition dans le secteur du meuble auront ainsi eu leurs effets sur l'entreprise familiale fondée en 1955 par Alphonse Napert dans le petit village de Saint-Sylvestre.

EXPANSION

En 2001, l'entreprise beauceronne avait pourtant piloté avec succès une expansion de ses activités sur la Rive-Sud de Québec, plus particulièrement à Lévis, où elle avait ouvert un important magasin multiservices.

Puis en février dernier, l'entreprise dirigée par Gilles Napert ouvrait un premier magasin dans la capitale, sur le boulevard Hamel, où il était possible de se procu-

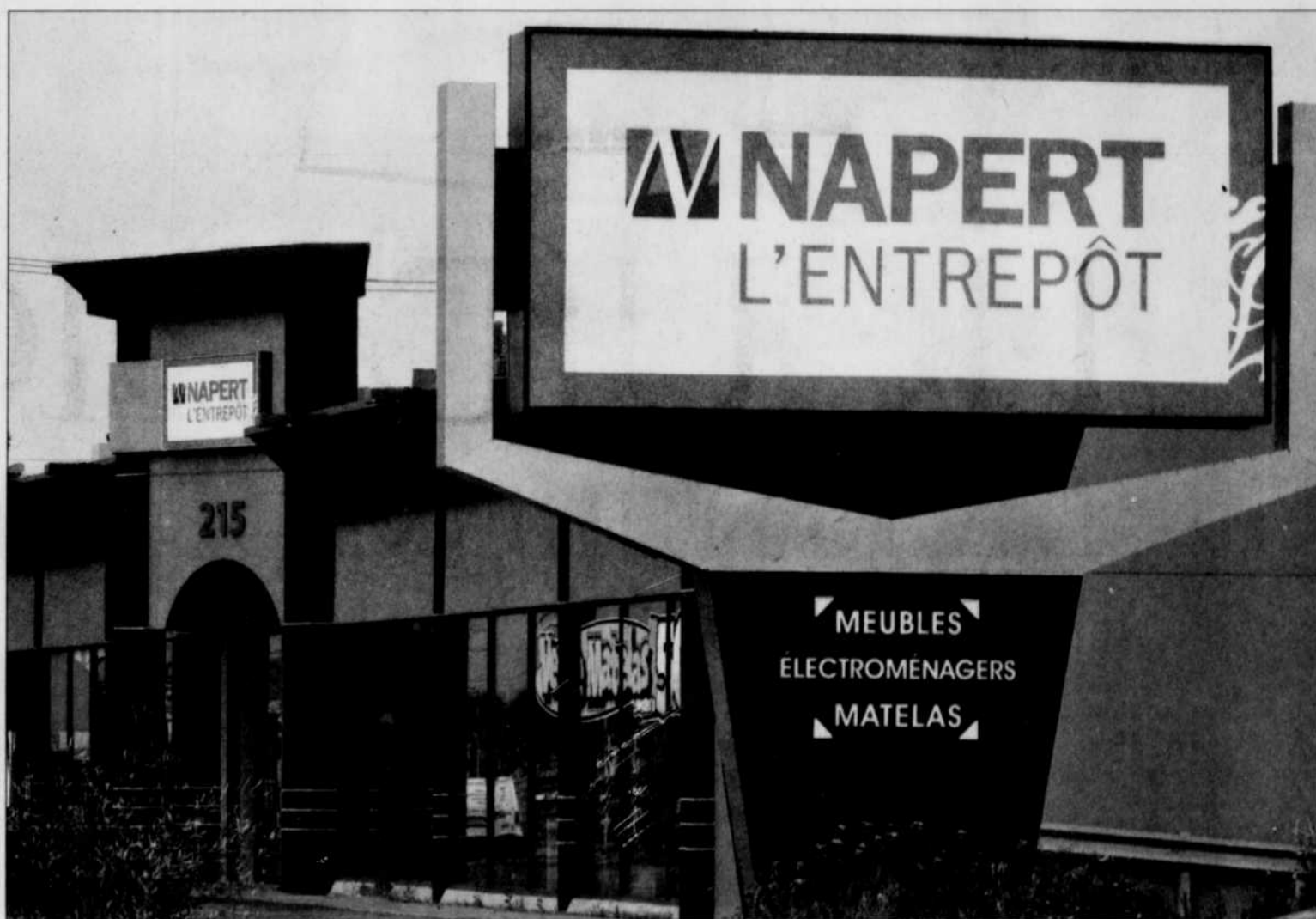
rer dans un concept dit entrepôt des meubles de marques prestigieuses, et ce, à prix de liquidation.

En vertu de la Loi sur la faillite, Napert dispose maintenant de 30 jours pour proposer à ses créanciers un plan de relance. Selon Luc Ouellet, la famille Napert a la ferme intention de déposer un échéancier visant à poursuivre ses activités dans le secteur du meuble.

Les créances de l'entreprise s'élèvent à plus de 2 millions \$. Parmi les créanciers, on doit noter plusieurs entreprises de la région, dont le Mouvement Desjardins.

À cela, l'entreprise entend mettre ces prochains jours une ligne téléphonique spéciale à la disposition des consommateurs, question de bien répondre à leurs interrogations.

Dans ce dossier, c'est le cabinet comptable Ernst & Young qui agira à titre de syndic.



En février dernier, Napert avait ouvert ce magasin entrepôt sur le boulevard Hamel.

LE SOLEIL, JEAN-MARIE VILLENEUVE

Voir EBBERS en C 2 ▶



Davie : nouveau bateau ?

François POULIOT FPouliot@lesoleil.com

« Nouveau départ pour la Davie. » Alors que son lecteur de nouvelles venait de faire état de notre manchette, lundi matin, un animateur de radio n'a pu la retenir : « Mesdames et messieurs, c'était une tentative de numéro pour le festival Juste pour rire... »

L'anecdote illustre bien tout le scepticisme (pour ne pas dire le cynisme) qui entoure aujourd'hui le chantier Davie.

Comme pour donner raison à l'animateur, dès le lendemain, un nouveau développement semblait devoir tuer dans l'œuf le projet. « Un des acheteurs au passé trouble », Sylvio Goudreau a déjà été condamné pour complicité dans une fraude », disaient les grands titres.

Pourtant, ce serait fait, ou presque. Malgré le dernier rebondissement, le chantier de Lévis serait vendu.

Les dernières formalités devraient s'accomplir d'ici la fin de la semaine.

Se pourrait-il cette fois que ce ne soit pas juste

pour rire ? La Davie peut-elle réellement être relancée ?

À l'évidence, Sylvio Goudreau y croit.

En entrevue mardi, il ne cachait pas avoir très mal pris le retour dans l'actualité de son passé. Un document signé en blanc, un manque de vigilance, dit-il, et voilà, il s'est retrouvé avec une absolue conditionnelle à 120 heures de travaux communautaires.

À l'évocation du projet, toutefois, il démontrera de l'enthousiasme.

Ceux qui ont lu le collègue Pierre Pelchat connaissent depuis quelques jours les grandes lignes de l'histoire. Mais revenons-y brièvement.

— Le groupe d'acheteurs (anonymes pour l'instant) prévoit investir de 15 à 25 millions \$ dans la modernisation du chantier naval.

— Des rencontres avec huit sociétés d'armateurs (allemands, norvégiens, grecs, ...) représentées par la société Bery Maritime, ont apparemment permis d'obtenir des « lettres d'intention fermes » pour la construction de 36 navires 7000 et 16 500 tonnes. La valeur cumulée des contrats est évaluée à 1,3 milliard \$US.

— D'autres lettres d'intention, pas fermes celles-là, pourraient faire monter la manne à 3,4 milliards \$US.

Évolution de la demande et des prix des navires très gros porteur



SOURCE : CLARKSON, GAEWOO SECURITIES ESTIMATES INFOGRAPHIE LE SOLEIL

Comment un chantier qui, pendant tant d'années a vécu tant de misères, peut-il soudainement se transformer en petit Klondike ?

Pas tant le chantier que le marché, répond le promoteur.

Bery Maritime, une espèce de grossiste norvégien du fertilisant, qui fournit de la cargaison à 26 sociétés de bateaux, a soudainement vu ses clients se retrouver sans les bateaux qu'ils espéraient. « Les chantiers asiatiques où avaient été

placées des commandes les refusent parce qu'ils ne sont plus capables de les remplir », soutient M. Goudreau.

Crédible comme histoire ?

Allez au graphique.

Depuis 2003, quelque chose semble effectivement avoir changé dans le marché de la construction navale. Le volume des commandes pour les très gros transporteurs de produits pétroliers (very large crude carriers (VLCC)) a plus que doublé, et les prix demandés aussi.

Il ne s'agit certes que de l'un des créneaux de marché du secteur de la construction maritime. Et qui plus est, qui ne semble pas celui visé par le plan d'affaires des nouveaux investisseurs (les superpétroliers sont des 50 000 tonnes et plus, et les lettres d'intention de Davie concernent davantage le transport en conteneurs).

La plupart des analystes s'entendent toutefois pour dire que la demande est également relativement importante dans les autres créneaux. Encore une fois, le même grand coupable : la Chine. Les Chinois ont besoin de plus en plus de bateaux pour acheminer des exportations qui vont croissantes, et ils ont besoin de bateaux pour

Voir DAVIE en C 2 ▶

Acquisition.biz

Pour acheter ou vendre une entreprise :
www.acquisition.biz

Ralentissement en vue de l'économie mondiale

RICHARD DUPAUL

La Presse

■ MONTRÉAL — La croissance économique va vraisemblablement ralentir en Europe, au Japon et en Amérique du Nord l'an prochain, affirme une nouvelle étude la Banque Scotia. Et, mauvaise nouvelle, le Canada sera le wagon de queue de la zone de libre-échange nord-américaine.

Dans la zone de l'ALENA (Accord de libre-échange nord-américain), les problèmes découleront surtout d'une perte de vitesse de la consommation aux États-Unis, explique Warren Jestin, économiste en chef à la Scotia.

Une détérioration accrue du déficit commercial et l'affaiblissement de la production industrielle agiront aussi comme un frein sur l'économie améri-

caine. Si bien que celle-ci enregistrera une croissance annuelle de 3,25 % en 2005 et 2006, prédit le spécialiste, comparativement à plus de 4 % en 2004.

« Le Canada et le Mexique, qui comptent sur la locomotive américaine pour augmenter les dépenses intérieures, subiront un affaiblissement semblable de leur croissance », dit M. Jestin.

Le secteur manufacturier au Canada subira en plus les contrecoups de la poussée de 30 % du huard depuis trois ans. De sorte que l'économie canadienne enregistrera une croissance annuelle d'environ 2,75 % en 2005 et 2006, même si le pays profitera de l'essor des exportations énergétiques.

LE QUÉBEC

Plus près de chez nous, au Québec, l'investissement en matériel et en outillage, les projets dans le secteur de l'électricité et les dépenses en infrastructures devraient permettre au PIB (produit intérieur brut) de maintenir une croissance de l'ordre de 2 % (annuellement) d'ici la fin 2006.

L'autre partenaire de l'ALENA, le Mexique profitera de la baisse du pe-

so et de la hausse des exportations de pétrole. Cela se traduira par une croissance économique d'environ un demi point de pourcentage au-dessus du taux américain, soutient M. Jestin.

Le rapport affirme que la croissance économique va ralentir davantage en Europe. Selon la Scotia, l'activité s'est affaiblie au Royaume-Uni, même si le pays de Tony Blair dominera la zone euro, qui se dirige vers une croissance de seulement 1,5 % en 2006.

Le Japon continuera à avoir du mal à sortir de la récession qui paralyse le pays depuis plusieurs années, estime la Scotia. Tandis que la Chine et l'Inde maintiendront une croissance soutenue mais moins rapide que dans les dernières années.

Colin Powell se reconvertit dans la finance

■ NEW YORK (AFP) — L'ancien chef de la diplomatie américaine Colin Powell se reconvertit dans la finance et a rejoint l'une des plus prestigieuses sociétés de capital-risque de la Silicon Valley, Kleiner Perkins Caufield and Byers (KPCB), comme conseiller stratégique, selon un communiqué.

Général quatre étoiles à la retraite, écarté du gouvernement en janvier lors du remaniement après la seconde victoire électorale du président George W. Bush, Colin Powell connaît KPCB « depuis plusieurs années », se-

lon le communiqué de cette société publié hier.

MISSIONS CLAIRES

« Ces entrepreneurs ont la passion des missions claires — bâtir des en-

treprises innovantes et internationales qui améliorent le monde », a-t-il précisé, cité dans le communiqué.

KPCB a indiqué que M. Powell, 68 ans, sera employé à temps partiel et dispensera « des conseils sur les rouages de la stratégie et de sagesse sur le leadership » dans les domaines qui le passionnent, comme les communications, la sécurité, l'indépendance énergétique américaine et la santé.

La société n'a pas précisé quelle rémunération elle versera à l'ancien

secrétaire d'État dont le nom est associé à la guerre en Irak et aux prises de positions tranchées au sein du gouvernement.

INTERNET

Fondée en 1972, KPCB a injecté des fonds dans des start-up d'Internet comme AOL, Amazon, Google, Netscape, dans l'informatique avec Compaq, Juniper Networks, Lotus, Sun Microsystems, Symantec, mais aussi dans les jeux vidéo, avec Electronic Arts.

Il est facile de deviner qui vient de transférer son compte à TD Canada Trust



Changez pour des services bancaires confortables.

Pendant une durée limitée, transférez votre compte-chèques principal personnel ou de petite entreprise et obtenez un iPod shuffle en prime.

Transférez votre compte-chèques principal à TD Canada Trust et obtenez gratuitement un iPod shuffle¹

En transférant votre compte-chèques principal personnel ou de petite entreprise à TD Canada Trust, vous optez pour une meilleure banque. Nous vous offrons un accès commode à vos comptes, 24 heures sur 24, au moyen de milliers de guichets automatiques, ainsi que de nos services bancaires par téléphone et de nos services en ligne primés². De plus, vous bénéficiez d'un service en succursale rapide puisque vous n'avez aucun bordereau de dépôt ou de retrait à remplir.

En outre, notre programme de suivi auprès du client fait en sorte que vous recevez le genre de service que vous méritez. Grâce à nos heures d'ouverture prolongées et à un nombre accru de succursales, vous pouvez vous rendre à la banque au moment qui vous convient. Si vous effectuez le transfert avant le

12 août 2005, vous recevrez un iPod shuffle en prime, cet élégant appareil qui est plus petit et plus léger qu'une tablette de gomme à mâcher.

Que vous soyez un client existant ou un nouveau client, il vous suffit de transférer votre compte principal d'une autre institution financière à TD Canada Trust. Dans le cas des comptes personnels, il faut également faire programmer un dépôt direct ou des paiements préautorisés dans le compte. Et, grâce à notre processus TransfertFacile^{MC}, le transfert de votre compte se fait sans tracas, parce que nous nous occupons de tout pour vous.

Communiquez avec nous aujourd'hui même pour en savoir davantage. Pour vivre une expérience bancaire plus confortable, il vous suffit de transférer votre compte.



Passez à votre succursale pour obtenir de plus amples renseignements, téléphonez au 1 866 392-8319, ou consultez notre site à l'adresse www.tdcanadatrust.com/francais/musiquegratuite



Canada Trust

Des services bancaires confortables

DAVIE

Suite de la C 1

importer plus de matières premières (cuivre, zinc, etc.).

Bref, la demande semble effectivement avoir explosé, alors que le nombre de chantiers, lui, ne semble pas avoir tellement bougé.

D'où de nouveaux auspices pour la Davie.

Bien entendu, cette autre question : cela peut-il durer ?

Oui, du moins pour quelques années, croit la maison Daewoo Securities.

La croissance économique de la Chine devrait ralentir épisodiquement, mais tout de même continuer d'avancer.

Surtout, le transport maritime devrait maintenant être stimulé par ce qui pourrait prochainement s'installer à quelques kilomètres des terrains de la Davie : les terminaux méthaniens. Il faudra des bateaux supplémentaires pour transporter le gaz naturel liquéfié (GNL). La flotte mondiale de transporteurs de GNL compte actuellement 176 navires. Pour répondre aux besoins des futurs terminaux méthaniens, il en faudra 1000, et peut-être même plus, estime Daewoo. De quoi entretenir les chantiers pour les 10 prochaines années.

Certains parleront également de l'âge avancé de la flotte mondiale comme d'un facteur de stimulation additionnelle. Sur ce point, les chiffres apparaissent contradictoires et nous n'avons pas réussi à mettre la main sur un portrait global suffisamment précis.

Oh, certes, il y a des ombres.

— Si les Chinois se mettent à construire des chantiers navals et ajoutent de l'offre, leur main-d'œuvre n'est pas au même prix que la nôtre (c'est déjà commencé selon ce que l'on comprend).

— Si d'autres relancent leur vieux chantier.

— Si la demande pour le pétrole baisse.

— Si l'économie mondiale ralentit ou recule.

— Si le prix du gaz naturel retombe et que les terminaux méthaniens ne se font pas.

Quand même. Il faut reconnaître que le marché n'a sans doute jamais été aussi aguichant.

EBBERS

Suite de la C 1

avaient tous plaidé coupable et accepté de coopérer contre leur ancien patron. WorldCom est sorti de la faillite sous le nom de sa filiale MCI.

Cette peine survient au terme d'une chute considérable, pour Ebberts, dont les manières lui ont valu le surnom de Telecom Cowboy. L'ancien entraîneur de basketball a contribué à lancer une petite entreprise d'appels interurbains dans les années 1980, qui a grossi jusqu'à absorber d'autres entreprises, dont MCI.

Les derniers jours ont été fertiles en revers pour l'ex-homme d'affaires. Mardi, la juge avait rejeté une requête d'Ebberts pour un nouveau procès — une décision qu'elle a appuyée sur « des preuves importantes » qui démontrent sa culpabilité, dont les témoignages de représentants du gouvernement qui ont décrit en détails les activités frauduleuses.

Lundi, une autre juge avait donné son accord à un règlement qui impose à Ebberts de renoncer à la plupart de ses biens, dont une réserve de 5 millions \$ en argent liquide, pour résoudre une poursuite intentée par un actionnaire.

Ce règlement ne laissera à Ebberts et à sa femme que 50 000 \$ et une petite maison au Mississippi. Une résidence plus cossue sera vendue à l'occasion de ce règlement.

Il ne reste plus rien à Bernard Ebberts

Advitech accélère son plan de commercialisation

■ Portée par les nouvelles positives sur l'efficacité de son produit contre le psoriasis, Advitech inc. accélère son plan de commercialisation. Dans un communiqué publié hier, l'entreprise annonce qu'elle a retenu les services de Navigant Consulting. Elle a également embauché Pierre Mailloux, un gestionnaire d'expérience de l'industrie pharmaceutique. M. Mailloux a œuvré pour Schering Plough, Eli Lilly, Wyeth et Pierre Fabre Médicament. La tâche de M. Mailloux sera d'identifier les partenaires commerciaux potentiels et de négocier les accords de distribution. Navigant, une société américaine d'experts-conseil, vient de compléter une étude importante sur le marché des traitements pour le psoriasis aux États-Unis. Son rôle sera d'assister Advitech dans la réalisation du plan de commercialisation. La semaine dernière, Advitech présentait des résultats positifs, démontrant l'efficacité et l'innocuité du XP-8281, son produit oral pour le psoriasis léger à modéré. *Anne-Louise Champagne*

1. Les clients doivent transférer leur compte-chèques principal, à l'aide de TransfertFacile, d'une autre institution financière à un compte-chèques admissible, actuel ou nouveau, à TD Canada Trust. Dans le cas des clients personnels, le compte TD Canada Trust doit également être configuré avec ou moins un dépôt direct ou deux paiements préautorisés (il peut s'agir d'opérations nouvelles ou déjà programmées dans le compte TDCT). Limite d'une prime par client. Les clients personnels doivent être âgés de 19 ans ou plus. Un compte conjoint ne donne droit qu'à une seule prime. TD Canada Trust se réserve le droit de prolonger ou de retirer cette offre en tout temps, sans préavis. Certaines conditions peuvent s'appliquer. 2. « Meilleur site de consommation intégré au monde » (World's Best Consumer Integrated Site), selon *Entrepreneur* Global Finance, octobre 2004. iPod est une marque de commerce d'Apple Computer Inc., déposée aux États-Unis et dans d'autres pays. ^{MC} Marque de commerce de la Société Canada Trust.

Gamma Industries fait ses choux gras en Floride

L'entreprise de L'Ange-Gardien a en poche deux contrats de 10 millions \$US chacun

RÉJEAN LACOMBE
RLacombe@lesoleil.com

■ Malgré les succès qui grisent l'entreprise Gamma de L'Ange-Gardien, ses dirigeants, les frères Alain et Jean Lefrançois, sont loin d'avoir le vertige et entendent bien demeurer les deux pieds sur terre.

Au rythme où vont les choses, Gamma Industries, une filiale de Macyro, est en train de refaire Miami en Floride. L'entreprise a en poche deux importants contrats évalués à 10 millions \$US chacun. Gamma fournit le recouvrement de verre, portes coulissantes et fenêtres, de deux gigantesques tours abritant des condominiums de luxe.

Le Marinable atteindra 65 étages et The Marquis se déploiera sur 67 étages. Gamma entreprendra les travaux de recouvrement de verre du premier édifice en septembre tandis que ceux du second édifice débuteront en 2006. Une équipe composée d'une vingtaine de travailleurs québécois est sur place pour réaliser les travaux.

Jean Lefrançois explique qu'il doit respecter les lois américaines qui obligent les entreprises étrangères à embaucher 50% de travailleurs américains.

C'est au rythme d'un étage par semaine que l'édifice prend forme. Il faudra 18 mois de travail pour que le tout soit complété. Le prix de ces condos variera de 600 000 \$ à 1 million \$.

DU SOLIDE

Au pays des ouragans, les matériaux utilisés pour la construction de ces immeubles doivent répondre à des standards à toutes épreuves. Ingénieur de formation, Alain raconte que le verre utilisé peut résister à des vents soufflant à 250 milles à l'heure.

De plus, les portes coulissantes et les fenêtres doivent offrir une résistance de 115 à 120 livres au pied carré. Différents procédés sont utilisés pour mesurer la robustesse du verre. On se sert, entres autres, d'un canon qui projette avec vigueur une pièce de

bois contre la vitre. Une fois rendues aux États-Unis, les pièces vitrées sont soumises à d'autres tests.

Pour Gamma Industries, c'est loin d'être une première. Le président, Alain Lefrançois, avoue modestement que l'entreprise a déjà réalisé 30 projets en Floride. Et, c'est loin d'être fini. Sans tambour ni trompette, Gamma négocie la réalisation de sept à huit autres édifices.

En plus, la région de Boston qui cresse, elle aussi, une prétention à des condos de luxe commence à courtiser sérieusement l'entreprise québécoise. La « machine » roule tellement bien que Jean Lefrançois, qui a maintenant son pied à terre en Floride, avoue que le carnet de commandes de Gamma atteint 68 millions \$.

UNE FILIALE AMÉRICAINE

Devant la tournure des événements, l'entreprise québécoise a décidé de créer en 1996 une filiale américaine baptisée Gamma USA qui a pignon sur rue à Pompano. Pour le moment, le siège social demeure toujours à L'Ange-Gardien. Mais, le président de Gamma s'interroge quant à l'avenir. « Le siège social, dit-il, reste ici. Mais, je ne sais pas ce que nous réserve l'avenir. »

Alain et Jean Lefrançois se réjouissent de l'essor que connaît l'entreprise aux États-Unis. Ils attribuent ce succès à la qualité du produit qu'ils offrent et aussi au respect des ententes contractuelles et des échéances des travaux.

« Maintenant, de dire Alain, on se retrouve en deuxième place à Miami. Mais, je dois dire que l'on n'est pas loin de la première place. » Cette pla-



Gamma Industries, de L'Ange-Gardien, est peut-être, hélas! plus connue à Miami qu'au Québec. Elle réalise d'importants travaux de recouvrement en verre d'édifices en Floride. Elle a déjà réalisé une trentaine de projets. Dans l'ordre habituel, le président de Gamma, Alain Lefrançois, son père Roland qui a fondé l'entreprise il y a 38 ans, et Jean Lefrançois qui dirige les activités en Floride.

ce de choix qu'occupe Gamma lui confère maintenant une solide notoriété en Floride. « Maintenant, raconte le président, on ne court plus après les contrats. On nous appelle et on choisit nos projets. »

DEUX OMBRES

Cependant, deux ombres planent au tableau du succès américain de Gamma. La valeur de la devise canadienne et la hausse faramineuse du prix du pétrole deviennent les empêcheurs de tourner en rond.

« Le fameux taux de change, de préciser Jean Lefrançois, nous fait mal. À

ce chapitre, on a enregistré des pertes de 1,5 million \$. » Afin de réduire les dépenses reliées à la force du huard, Gamma ne rejette pas l'idée d'embaucher plus de travailleurs aux États-Unis pour qu'ils puissent exécuter certains travaux.

Puis, le prix du pétrole n'arrange pas les choses. Miami, c'est loin de L'Ange-Gardien. L'armada de camions-remorques qui font régulièrement le trajet entre ces deux villes coûte les yeux de la tête en carburant. Là aussi, on calcule que l'entreprise réaliserait de solides économies en effectuant différents travaux à son usine de Pompano.

Malgré le fait que Gamma soit prise entre ces deux mors de l'étau, elle affiche un bilan financier fort reluisant. Jean Lefrançois précise que le chiffre d'affaires de l'entreprise a progressé de 30% au cours de la dernière année. En outre, les profits ont connu une spectaculaire croissance de 300% pour atteindre 1 million \$. L'entreprise fondée il y a 38 ans par Roland Lefrançois, le père d'Alain et de Jean, emploie environ 300 personnes. Afin de répondre à la demande, on a institué trois quarts de travail. Encore actif, M. Lefrançois ne cache pas que bien des choses ont changé depuis près de 40 ans.

Ça négocie dans certains grands hôtels de Montréal

■ MONTRÉAL (PC) — Les votes de grève générale illimitée obtenus mardi dans une quinzaine d'hôtels de Montréal et de Laval ont permis d'accélérer les négociations dans certains hôtels, mais pas tous.

Mardi, les syndicats de 15 hôtels de Montréal et Laval qui sont affiliés à la CSN ont adopté dans une proportion allant de 74 à 100% un mandat de déclencher la grève générale illimitée à compter de demain.

Lors d'une entrevue hier en fin d'après-midi, le président de la Fédération du commerce de la CSN, Jean Lortie, a soutenu que « d'ici demain matin (aujourd'hui) 6h, c'est clair qu'il y a des développements importants qui vont se dérouler, parce qu'évidemment, le 15 juillet approche à grands pas ».

« On a des indications que ça devrait être assez important, les développements », a-t-il confié, laissant entendre qu'il pourrait s'agir d'autres ententes de principe, d'un nombre indéterminé.

« Il y en aurait plusieurs ce soir (hier soir) et cette nuit », a-t-il avancé.

Deux ententes de principe sont déjà intervenues, vendredi et samedi derniers, au Sheraton du centre-ville de Montréal et au Hilton de Laval.

Ces ententes de principe sont désormais considérées comme les modèles à atteindre par les syndicats des autres hôtels qui n'ont pas encore réglé.

Le rythme des discussions est loin d'être le même dans tous les hôtels. Au Ritz Carlton et à l'hôtel Omni toutefois, selon M. Lortie, il n'y avait « pas du tout d'avancée dans la négociation », du moins en fin d'après-midi hier.

MENACE DE GRÈVE

La menace de grève générale illimitée pèse donc toujours pour demain, mais à une heure qui reste indéterminée. M. Lortie laisse entendre que le choix de cette heure peut servir d'atout ultime dans une négociation.

« On ne le dit pas, parce que ça peut donner un argument, devant un employeur, pour lui dire "on est peut-être prêt à la retarder" s'il y avait des développements significatifs ou "on est peut-être prêt à ne pas la déclencher" », explique M. Lortie.

Les deux ententes de principe déjà conclues prévoient des augmentations salariales de 3, 4 et 4%, pour un contrat de travail de trois ans prenant fin le 30 juin 2008.

D'autres syndicats de l'hôtellerie affiliés à la CSN dans d'autres régions du Québec négocieront plus tard cette année.

Theratechnologies : une perte plus élevée

■ MONTRÉAL — La société pharmaceutique Theratechnologies a fait état, hier, d'une perte nette de 12,74 millions \$ à son deuxième trimestre clos le 31 mai, comparativement à 5,91 millions \$ un an plus tôt. L'entreprise montréalaise a réalisé un chiffre d'affaires de 631 000 \$, en

baisse sur les 782 000 \$ amassés à pareille date en 2004. Au premier semestre, la perte nette s'établit à 3,47 millions \$, moins que celle de 7,79 millions \$ subie au même semestre un an plus tôt; les revenus totalisent 15,73 millions \$, par rapport à 1,56 million \$ sur la même période en 2004. PC

Le loyer de l'argent

14-07-2005 Institutions	Comptes d'épargne		Dépôts à court terme (rachetables à échéance)				Certificats de placement garanti (int. semestriel)			
	Sans chèques	Intérêt quotidien	30-59 jours	60-89 jours	90-119 jours	120-179 jours	Dépôt min.	1 an	3 ans	5 ans
Banque HSBC Canada 06-07			0,75	0,75	0,75	0,75	1000	1,475		
Banque Laurentienne 23-06			0,75	0,75	0,75	0,75	1000	1,40	2,05	2,60
Banque de Montréal 06-07			1,00	1,00	1,00	1,00	**1000	1,40	2,05	2,60
Banque Nationale 13-07			1,00	1,00	1,00	1,00	**1000	1,40	2,05	2,60
Banque Scotia 13-07		0,10	0,75	0,85	0,85	0,85	1000	1,275	1,925	2,475
Banque Royale/Trust Royal 13-07			1,00	1,00	1,00	1,00	1000	1,40	2,05	2,60
Caisses Desjardins Qc 13-07			*1,00	*1,00	*1,00	*1,00	**1000	1,40	2,05	2,60
Clarica 13-07			++1,00	1,00	1,00	1,00	**1000	1,50	2,15	2,65
Épargne Plac. Québec 12-07		0,25 à 1,25					(1) 100	2,00	2,55	3,10
Industrielle Alliance 08-07			1,25				1000	1,90	2,25	2,75
Promutuel Capital 13-07			+1,20	1,20	1,25	1,25	1000	1,95	2,45	2,80
SSQ groupe financier 13-07							**1000	2,00	2,45	2,85
TD Canada Trust 12-07		0,05	0,95	1,05	1,00	1,00	500	1,40	2,05	2,60

Les taux en vigueur sont ceux que nous ont fournis les institutions financières au moment de la préparation de ce tableau. Ils sont donc sujets à révision. * : non rachetables; ** : intérêt annuel; + : dépôt minimal de 5000 \$; ++ : dépôt minimal de 10 000 \$; (1) Obligations à taux fixe du Québec.

Vous avez des projets...

Nous avons des solutions

Comptes d'épargne placement : 2,40 %*

Certificats de placement garanti*

1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans
2,65 %	3,00 %	3,00 %	3,15 %	3,30 %

Québec 5600, boulevard des Galeries, bureau 600
Édifice Essor (face aux Galeries de la Capitale)

Martin Brassard : 418 263 3204
1 877 773 8825

ESSOR

ASSURANCES • PLACEMENTS • CONSEILS INC.
Cabinets en assurance de dommages et de services financiers

Fournisseur autorisé de solutions
financières et d'assurance

ING

* En date du 13 juillet 2005. Les taux sont sujets à changement sans préavis. Ces produits sont offerts par la Banque ING du Canada.

30 ANS | SÉRIE 3

La nouvelle Série 3 2006, à couper le souffle.

BMW Série 3 à partir de seulement

39 900\$

	Comptant	Paiement
	3 950\$	479\$
	1 950\$	539\$
	0\$	599\$

Faites de chaque départ un événement.

Automobiles Jalbert
1885, boul. Central, Québec
(418) 687-4840
www.jalbert-auto.qc.ca

la nouvelle berline
BMW de Série 3
325i

Le plaisir de conduire.



PRENEZ LA ROUTE VERS MONTRÉAL CET ÉTÉ

Venez recharger vos batteries et profitez pleinement de votre escapade. En couple ou en famille, que vous aimiez le jazz, l'humour, le théâtre, la danse, la natation, le tennis ou encore la course automobile, vous n'aurez que l'embarras du choix...

A PARTIR DE
159 \$*

Comprend : L'hébergement dans une chambre Fairmont et le stationnement



Fairmont
LE REINE ÉLIZABETH
MONTRÉAL

Composez le 1 800 499-4988
Demandez le tarif exclusif offert aux résidents du Québec.
www.fairmont.com

*Par chambre, par nuit, en occupation simple ou double, taxes en sus. Valable les vendredi et samedi du 17 juin au 6 septembre 2005 sur disponibilité. Les enfants de moins de 10 ans séjournent gratuitement dans la chambre des parents. Ne peut être combiné à aucune autre offre. Non-valable pour les groupes. Une pièce d'identité sera exigée à la réception.

Astral revoit à la hausse ses prévisions après des profits de 29,6 millions \$

KARINE FORTIN
Presse canadienne

■ MONTRÉAL — Astral Média a haussé ses prévisions de croissance pour l'exercice après avoir dévoilé hier un bénéfice trimestriel net de 29,6 millions \$ en hausse par rapport aux profits de 24,5 millions \$ déclarés au troisième trimestre de l'an dernier.

Le bénéfice par action dilué pour la période s'est élevé à 0,52 \$ comparativement à 0,43 \$ l'an dernier. Les revenus ont totalisé 139,9 millions \$ par rapport à 144,0 millions \$ cette année.

Lors d'une conférence téléphonique avec les analystes, le pdg Ian Greenberg a souligné que toutes les divisions avaient participé à ces résultats.

Les ventes publicitaires ont augmenté tant du côté des chaînes de télévision spécialisées que dans les stations de radio du groupe. L'affichage extérieur a pour sa part vu ses revenus grossir de 2 % au cours de la période de trois mois terminée le 31 mai dernier.

M. Greenberg s'est dit particulièrement heureux d'avoir pu « finalement » conclure la vente de son ancien réseau AM — dont fait partie CKAC — à l'algérienne Corus. Les cinq stations reçues en échange ont déjà été intégrées à Radio Énergie, à

Rock Détént ou encore à Boom FM. L'homme d'affaires s'attend à ce que la transaction contribue pour une bonne part à la croissance des revenus publicitaires au cours des prochains mois.

Selon le chef de la direction financière, Claude Gagnon, leur bénéfice avant intérêt, impôt et amortissement (BAIIA) devrait par ailleurs dépasser 1 million \$ par an.

La fin du conflit dans la Ligue nationale de hockey (LNH) devrait en outre donner un coup de pouce aux chaînes spécialisées sportives d'Astral, a-t-il reconnu.

Optimiste, la société a décidé de relever ses objectifs de croissance pour l'exercice.

« Nous nous attendons à ce que le quatrième trimestre se solde par un bénéfice des activités poursuivies d'environ 0,49 \$ par action dilué », a laissé savoir le gestionnaire.

« En conséquence, nous avons révisé

à la hausse nos cibles et nous prévoyons maintenant que les profits nets provenant des activités poursuivies augmenteront de 12 ou 13 % par rapport à l'an dernier. »

Depuis le début de l'exercice, Astral a dégagé un bénéfice net de 74,3 millions \$ ou 1,30 \$ par action dilué, comparativement à 61,3 millions \$ ou 1,09 par action dilué pour les neuf premiers mois de 2004.

Les revenus consolidés de l'entreprise se sont chiffrés à 409,6 millions \$, dont 297,9 millions \$ provenant de la télévision, 81,9 millions \$ de la radio et 29,8 millions \$ de l'affichage.

Astral exploite notamment les chaînes spécialisées Canal Vie, Canal D, VRAK.TV, Z Télé et Historia. Elle possède de plus les canaux payants The Movie Network et Super Écran.

JUGEMENT

La direction de la société a été avare de commentaires hier sur sa décision d'appeler d'un jugement du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) au sujet de la radio par abonnement.

Le président du conseil d'administration André Bureau estime que l'organisme de réglementation a mal interprété la Loi sur la radiodiffusion. L'homme d'affaires, qui a déjà présidé le CRTC à toutefois tenu à réitérer sa confiance dans l'intégrité des commissaires.

COTISATIONS SYNDICALES IMPAYÉES

La CSN devant la Cour suprême contre Aciers Atlas

MONTRÉAL (PC) — La CSN va en appel devant la Cour suprême du Canada dans la cause d'Aciers Atlas pour récupérer les cotisations impayées par l'employeur qui a fermé ses portes en 2004.

Le 28 juin dernier, la CSN avait été déboutée dans cette affaire en Cour d'appel de l'Ontario.

« Nous avons tenté, sans succès jusqu'à maintenant, d'obtenir que soient versées les cotisations impayées par l'employeur aux régimes de retraite en vertu de la Loi sur les arrangements avec les créanciers », a indiqué dans un communiqué, hier, le vice-président de la Confédération des syndicats nationaux, Louis Roy.

La centrale souligne que plus de 550 employés et retraités de cette entreprise sont « durement éprouvés par de très lourdes pertes d'avantages qui découlent du déficit de leurs régimes de retraite ».

« L'ensemble des déficits des régimes s'élève à plus de 20 millions \$, a précisé la CSN, en ajoutant qu'en raison de tels enjeux, elle refuse de baisser les bras.

La compagnie Atlas, qui fabriquait de l'acier inoxydable, a fermé ses portes en juin 2004, soit un an après que sa maison mère, l'ontarienne Slater Steel, se soit placée sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies.

En mars, une cinquantaine d'ex-travailleurs de l'usine se sont présentés à l'Assemblée nationale pour réclamer l'intervention du gouvernement Charrest. Ils se sont fait dire par la ministre responsable de l'Emploi, Michèle Courchesne, que le gouvernement reverra toute la gestion des régimes de retraite.

Plus tôt, en janvier, certains d'entre eux avaient occupé le bureau de circonscription du ministre du Développement économique et régional de l'époque, Michel Audet, à Saint-Lambert, en banlieue sud de Montréal.

Leurs représentants ont par ailleurs rencontré le député fédéral de l'endroir, Louis Plamondon, et ont obtenu l'appui du député péquiste Sylvain Simard.

La CSN demande par ailleurs à la Régie des rentes du Québec (RRQ) d'initier des poursuites judiciaires « pour récupérer les sommes nécessaires à la capitalisation des régimes de retraite des travailleuses et des travailleurs des Aciers Atlas ».

La centrale souligne que le 18 février dernier, « la RRQ a donné l'assurance au Syndicat des employés des Aciers Atlas et au Syndicat des travailleuses et des travailleurs de bureau des Aciers Atlas qu'elle ferait preuve de diligence et de transparence ».

Selon la CSN, le rejet de la Cour d'appel de l'Ontario « est en partie fondé sur le fait que la Régie ne s'était pas opposée en septembre 2003 à la requête de Slater de reporter le dépôt de l'évaluation actuarielle des régimes ».

« La CSN croit conséquemment qu'il est grand-temps que la Régie entreprenne elle-même des procédures pour récupérer les sommes nécessaires à la capitalisation des régimes. »



Bon, si ces chiffres ne suffisent pas à vous convaincre de rouler au diesel, en voici d'autres.

Golf TDI,
Jetta familiale TDI,
Passat TDI

2,9 %*

de financement
à l'achat sur 60 mois

0 \$ première mensualité

Il est vrai que la montée affolante du prix de l'essence est un coup de publicité inouï — et gratuit — pour nos moteurs TDI[®]. C'est vrai qu'ils consomment peu, qu'ils sont propres et que leurs performances n'ont rien à envier à certains gros moteurs gros consommateurs d'essence. Et avec une offre comme celle-ci, il est tout aussi vrai que vous n'avez plus aucune raison de ne pas rouler en TDI. Faites vite.



TDI

Consommez moins de carburant moins cher.

Êtes-vous fait
pour Volkswagen?



1 888 ROUTE VW | vw.ca

*Première mensualité gratuite jusqu'à concurrence de 350 \$ (taxes incluses) pour la Golf TDI, jusqu'à 500 \$ pour la Jetta familiale TDI et jusqu'à 650 \$ pour la Passat TDI. *L'offre s'applique aux Golf TDI 2005, Jetta familiale TDI 2005 et Passat TDI 2005, neuves, en stock. Exemple de financement : un montant de 20 000 \$ ou tout d'intérêt annuel de 2,9 % correspond à un versement mensuel de 358,49 \$ pendant 60 mois. Coût d'emprunt de 1509,14 \$, pour une obligation totale de 21 509,14 \$. Les mensualités et le coût d'emprunt varieront en fonction de la durée, du montant emprunté et de l'acompte ou de l'échange. Offres sujettes à l'approbation de crédit de Volkswagen Finance, une division de Credit VW Canada Inc. Offres en vigueur à partir du 1^{er} juillet 2005. Ces offres sont d'une durée limitée et peuvent être retirées en tout temps sans préavis. Chez les concessionnaires Volkswagen participants du Québec seulement. Quantité limitée. Les stocks peuvent varier d'un concessionnaire à l'autre. Ne s'appliquent qu'aux ventes faites à des particuliers. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Tous les détails sur vw.ca et chez votre concessionnaire.

VALEURS MOBILIÈRES

Québec s'oppose fermement à toute « intrusion » fédérale

MONTREAL (PC) — Le Québec s'oppose fermement à toute intrusion fédérale dans le domaine des valeurs mobilières, a laissé savoir mercredi le ministre des Finances, Michel Audet.

Le ministre québécois a ainsi réagi à l'invitation faite aux provinces par son homologue fédéral, Ralph Goodale, qui souhaite tenir en septembre une réunion de travail visant la création d'un organisme de réglementation unique des valeurs mobilières au Canada, a expliqué le cabinet de M. Audet dans un communiqué, hier.

« Notre gouvernement a déjà fait savoir à plusieurs reprises qu'il était hors de question que le gouvernement fédéral s'implique dans la réglementation des valeurs mobilières au Québec », a déclaré le ministre Audet.

Le printemps dernier, le Québec ainsi que toutes les provinces et territoires, sauf l'Ontario — qui favorise la création d'un organisme de réglementation pancanadien —, ont annoncé la mise en place d'un régime commun de passeport en valeurs mobilières dès cet automne.

ACCÈS

Un tel système de passeport accorderait aux entreprises et courtiers d'une province ou d'un territoire donné l'accès aux marchés des autres provinces en continuant de ne faire affaire qu'avec l'organisme de réglementation de leur juridiction.

« Avec ce régime de passeport, qui devrait entrer en vigueur en septembre prochain, nous répondons au même objectif de simplification et d'harmonisation, tout en respectant les compétences constitutionnelles de chacun », a rappelé M. Audet, hier.

Au début de mois de juin, l'Ontario est toutefois revenue à la charge avec

son projet de créer un organisme national, en annonçant la mise sur pied d'un comité chargé de se pencher sur la question et devant rendre son rapport au mois d'octobre.

Le président du comité, Purdy Crawford, avait affirmé le 3 juin que son groupe pourrait tenter de convaincre les provinces récalcitrantes, notam-

ment le Québec, l'Alberta et la Colombie-Britannique.

Quant au ministre Goodale, il a abordé la question le 21 juin dernier lors d'une allocution devant l'Economie Club de Toronto.

« Nous estimons que notre structure actuelle, avec son système morcelé et coûteux qui compte de nombreux or-

ganismes de réglementation provinciaux et territoriaux, est dépassée, avait-il affirmé.

« Bien que les provinces aient déployé certains efforts pour mieux coordonner leur situation, leurs initiatives sont insuffisantes pour doter le Canada d'un régime de réglementation des valeurs mobilières de

catégorie mondiale. »

Le ministre Goodale a précisé durant son discours qu'il était « ravi » du leadership de l'Ontario dans ce domaine.

Quelques jours plus tard, M. Goodale avait soulevé à nouveau la question devant la Canadian Association, à New York, en qualifiant la situation actuelle de « démodée ».

Régime commun de passeport en valeurs mobilières

Ouvrez grand vos yeux,
notre solde d'été est arrivé.



Samsung A650

GRATUIT*
(avec un contrat de 3 ans)



LG 125

29,99\$*
(avec un contrat de 3 ans)



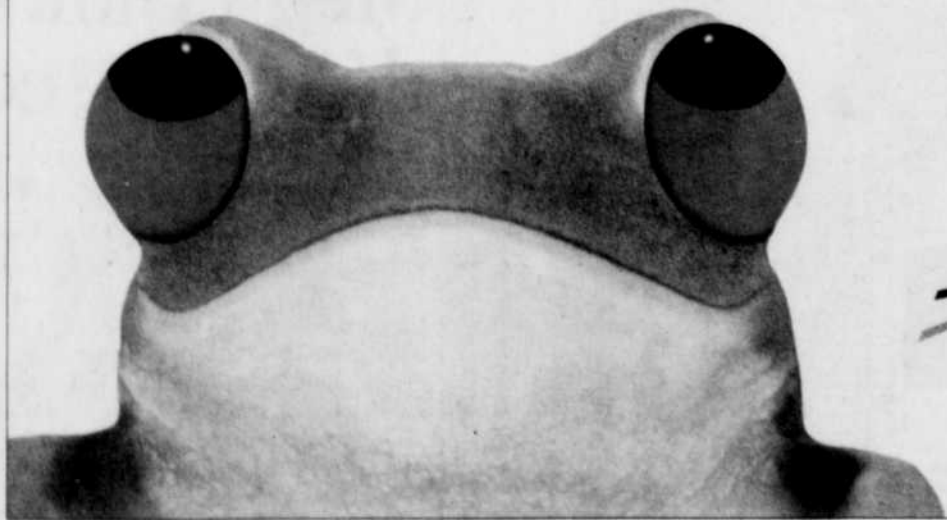
Phototéléphone Samsung A670

49,99\$*
(avec un contrat de 3 ans)



Motorola V262

49,99\$*
(avec un contrat de 3 ans)



TELUS
mobilité[™]
le futur est simple[™]

Pour en savoir plus sur ces super offres, passez nous voir dans une boutique TELUS Mobilité, chez un détaillant autorisé ou chez l'un de nos marchands. Tous les détails à telusmobility.com

FUTURE SHOP

Best Buy

Staples

teleplus

Best Buy

Best Buy

Best Buy

Best Buy

Offre valable jusqu'au 24 juillet 2005 avec nouvelles mises en service seulement. Le prix et la disponibilité des téléphones peuvent varier. *Prix net en vigueur à la signature d'un contrat de 3 ans après rabais obtenu en magasin ou crédit porté au compte sur un prochain relevé mensuel de TELUS Mobilité. †Le Motorola V262 n'est pas soldé et le prix indiqué est le prix courant offert à la signature d'un contrat de 3 ans. © 2005 TELUS Mobilité.

L'action de Gildan atteint un sommet

MONTREAL (PC) — L'action du fabricant de vêtements de sport Gildan a atteint son sommet des 52 dernières semaines, mercredi, après que la compagnie a annoncé qu'elle révisait à la hausse ses prévisions de profits pour le trimestre.

À la Bourse de Toronto, le titre a pris 0,44\$ pour clôturer la séance à 35,64\$; en matinée, sa valeur atteignait 37,90\$.

Dans un communiqué, la compagnie montréalaise a laissé savoir qu'elle s'attendait désormais à ce que son bénéfice net du troisième trimestre, terminé le 3 juillet, soit de 10% supérieur à la cible originale établie à 0,50\$ par action.

L'entreprise prévoit par ailleurs réaliser des profits d'environ 1,50\$ par action avant les charges spéciales découlant de la fermeture des deux usines canadiennes de fil. L'an dernier, le bénéfice annuel s'était chiffré à 1,40\$ par action.

PRIX PLUS ÉLEVÉS

La hausse serait attribuable à des prix plus élevés que prévu, à une réduction des coûts de production ainsi qu'à une répartition avantageuse des ventes.

Les résultats de Gildan seront dévoilés le 3 août prochain.

PARTICIPEZ

Plus de
75 millions
de dollars
à récolter !

75 millions de dollars, c'est la valeur en 5¢, en 10¢ et en 20¢ des bouteilles et canettes consignées mises en circulation chaque année. Mais en rapportant ces contenants chez les détaillants, c'est bien plus que de l'argent que la collectivité québécoise a à gagner. C'est la fierté de mieux protéger l'inestimable: l'environnement.

**RAPPORTER,
ÉCOLOGIQUEMENT BRILLANT**

www.RECYC-QUEBEC.gouv.qc.ca

ab
L'ASSOCIATION
DES BRASSEURS DU QUÉBEC



RECYC-QUÉBEC
Québec